ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 24 janvier 1970 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre par lettres des 19 et 24 février 1970, a donné le 2 mars 1970 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 24e januari 1970 door de Minister van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden der instellingen van openbaar nut, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk", zoals het door de Minister bij brieven van 19 en 24 februari 1970 werd geamendeerd , heeft de 2e maart 1970 het volgend advies gegeven :

En ce qui concerne les alinéas 2 et 3 du préambule, la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ainsi que l'arrêté-loi du 13 décembre 1945 relatif à la réparation des dommages résultant des accidents survenus sur le chemin du travail ne constituent pas le fondement du projet; leur mention peut être omise sans inconvénient.

La même remarque vaut pour la mention de l'arrêté-loi du 5 mai 1944 et de la loi du 16 mars 1954.

*

* *

Les articles 1er et 2 du projet devraient être fusionnés en un seul article rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Le régime institué par la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail est rendu applicable aux membres du personnel définitif, stagiaire, temporaire ou auxiliaire, même engagés par contrat de louage de services, qui appartiennent :

1° aux organismes d'intérêt public de la catégorie A de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

2° aux organismes d'intérêt public de la catégorie B de la loi susvisée et soumis au contrôle du Ministre de la Prévoyance sociale, du Ministre de l'Emploi et du Travail, du Ministre de la Famille et du Logement, du Ministre des Classes moyennes et du Ministre de la Santé publique".

*

* * .../...

L'article 4 du projet est libellé en ces termes :

"Ne sont pas visés par le présent arrêté :

1° les membres du personnel des organismes d'intérêt public dont l'ensemble des agents est en situation contractuelle;

2° les personnes exerçant un mandat ou une fonction quelconque :

a) dans les organes tels que conseils, comités, commissions ou collèges chargés de la gestion des organismes d'intérêt public et ce, dans l'exercice même de ces fonctions;

b) au sein ou auprès des organes tels que conseils, comités, commissions ou collèges ayant pouvoir d'avis et ce, dans l'exercice même de ces fonctions;

3° les personnes chargées du contrôle des organismes d'intérêt public, dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle".

Cet article doit être omis du projet. L'hypothèse que le 1° envisage n'est réaliséedans aucun des organismes auxquels le Gouvernement entend rendre dès à présent applicable le régime institué par la loi du 3 juillet 1967.
Ce 1° ne constitue, au surplus, qu'une déclaration d'intention.

Quant aux personnes visées aux 2° et 3°, elles ne tombent pas sous l'application de la loi, puisqu'elles n'ont pas la qualité de "membres du personnel" exigée par la loi. La situation de l'agent qui fait partie d'un comité de consultation syndicale en qualité de représentant de l'administration devrait être réglée par une disposition spéciale, si l'intention du Gouvernement était de l'exclure du champ d'application du projet.

*

* * .../...

L'article 7 serait mieux rédigé comme suit :

"Sont applicables aux membres du personnel des organismes énumérés à l'article 1er les dispositions de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif ... , à l'exception des articles 24 à 31 inclus, ainsi que les dispositions qui, le cas échéant, les modifieront ou les remplaceront".

*

* *

A l'article 8, les mots "Service de santé administratif" doivent être remplacés par l'expression "Office médico-social de l'Etat", depuis l'arrêté royal du 25 juillet 1969. Le Service de santé administratif ne continue à exercer les missions de sa compétence que jusqu'au jour où les règlements organiques de l'Office médico-social auront été pris.

Sous réserve de cette observation, il est proposé de supprimer le dernier alinéa de l'article 8 et de rédiger cet article comme suit :

"Article ...

Le Ministre sous l'autorité duquel est placé l'organisme d'intérêt public figurant dans la catégorie A de la loi du 16 mars 1954 ou l'organe de gestion des autres organismes d'intérêt public dont le personnel est soumis au présent arrêté :

1° exerce les attributions ... ;

2° désigne le service médical appelé à exercer les attributions ...

Ce service médical ... ".

*

L'article 9 dispose :

"Les organismes d'intérêt public aux membres du personnel desquels le présent arrêté est applicable ou est rendu applicable, sont ajoutés, pour l'application de celui-ci, aux administrations, services et établissements visés aux articles 15, 16 et 17 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969".

Cet article appelle les observations suivantes :

L'ensemble des dispositions de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 sont rendues applicables aux membres du personnel soumis au projet, à l'exception des seuls articles 24 à 31 inclus (voir article 7 précité). Il résulte de la référence faite par les articles 15 à 17 de cet arrêté à l'article 1er du même arrêté que les organismes énumérés à l'article 1er du projet, proposé plus haut, doivent être considérés comme compris parmi les administrations, services et établissements visés à l'article 1er de l'arrêté royal précité du 24 janvier 1969.

L'article 9 peut donc être omis.

*

* *

Le Gouvernement propose une nouvelle rédaction de l'article 11 :

"Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions détermine dans chaque cas le coefficient par lequel est multipliée la rémunération annuelle de la victime pour la fixation du montant de la rente, lorsque l'accident s'est produit avant le 1er juillet 1962".

Cette disposition est inutile et peut être omise, puisqu'elle figure déjà dans l'arrêté royal du 24 janvier 1969 (article 14) qui est applicable au personnel des organismes visés par le projet en vertu de l'article 7.

Il en est de même de la disposition de l'article 12 qui figure également dans cet arrêté royal.

*

* *

Les articles 13, 14 et 15 pourraient être groupés en une seule disposition :

"§ 1er. Sont à charge de l'organisme et payés par lui sans préjudice des articles (16 à 18) :

1° ... (comme à l'article 13 du projet) ... ;

2° ... ;

3° ... ;

4° ...

§ 2. Toutefois, si la victime ... à l'intervention de l'Administration des pensions du Ministère des Finances ... (comme au projet, article 15) ... ".

*

* * .../...

En ce qui concerne les articles 19 et 20, il y a lieu d'abroger l'article 117, 5° : tous les organismes énumérés à l'article 1er de l'arrêté royal du 14 février 1961 sont, en effet, soumis à la loi du 3 juillet 1967 en vertu de l'article 2 tel qu'amendé par le Ministre.

*

* *

Le numérotagedes articles doit être revu en fonction des observations qui précèdent et des suppressions d'articles faisant l'objet des amendements du Gouvernement.

Wat het tweede en het derde lid van de aanhef betreft, moge worden opgemerkt dat de wet betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen en de besluitwet van 13 december 1945 betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit ongevallen die zich op de weg naar of van het werk voordoen, geen rechtsgrond opleveren voor het ontwerp; de vermelding ervan kan zonder bezwaar vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor de vermelding van de besluitwet van 5 mei 1944 en van de wet van 16 maart 1954.

*

* *

De artikelen 1 en 2 van het ontwerp brenge men als volgt samen in één artikel :

"De regeling, ingesteld bij de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, wordt toepasselijk verklaard op de, zelfs onder arbeidsovereenkomst aangeworven, leden van het vast, stagedoend, tijdelijk of hulppersoneel, die behoren tot :

1° instellingen van openbaar nut van categorie A van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

2° instellingen van openbaar nut van categorie B van eerdervermelde wet, onderworpen aan de controle van de Minister van Sociale Voorzorg, de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, de Minister van het Gezin en van de Huisvesting, de Minister van Middenstand en de Minister van Volksgezondheid".

* .../...

* *

Artikel 4 van het ontwerp is als volgt geredigeerd :

"Bij dit besluit zijn niet bedoeld :

1° de leden van het personeel der instellingen van openbaar nut waarvan het gezamenlijk personeel onder arbeidsovereenkomst staat;

2° de personen die enigerlei mandaat of ambt uitoefenen :

a) in organen zoals raden, comités, commissies of colleges belast met het beheer der instellingen van openbaar nut en dit in de uitoefening zelf van die ambten;

b) in of bij organen zoals raden, comités, commissies of colleges welke adviserende bevoegdheid hebben en dit in de uitoefening zelf van die ambten;

3° de personen belast met de controle van de instellingen van openbaar nut, in de uitoefening van hun controlefuncties".

Dat artikel moet vervallen. In geen van de instellingen waarop de Regering de bij de wet van 3 juli 1967 ingestelde regeling nu reeds toepassing wil doen vinden, doet het onder 1° bedoelde geval zich voor. De tekst onder 1° is bovendien slechts een verklaring van intentie.

De onder 2° en 3° bedoelde personen van hun kant vallen niet onder toepassing van de wet, want zij zijn geen "leden van het personeel", zoals de wet eist. De toestand van de ambtenaar die als vertegenwoordiger van het bestuur deel uitmaakt van een syndicale raad van advies, zou in een bijzondere bepaling geregeld moeten worden als het in de bedoeling van de Regering mocht liggen hem buiten de werkingssfeer van het ontwerp te houden.

*

* *

.../...

Artikel 7 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Op de leden van het personeel van de in artikel 1 genoemde instellingen zijn van toepassing de bepalingen van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende ..., met uitzondering van de artikelen 24 tot en met 31, alsook de bepalingen die ze in voorkomend geval mochten wijzigen of vervangen".

*

* *

In artikel 8 moet "administratieve gezondheidsdienst" worden vervangen door "Sociaal-Medische Rijksdienst", ingevolge het koninklijk besluit van 25 juli 1969. De Administratieve Gezondheidsdienst blijft de hem opgedragen taken slechts vervullen tot de organieke reglementen van de Sociaal-Medische Rijksdienst zijn vastgesteld.

Onder voorbehoud van deze opmerking wordt voorgesteld, het laatste lid van artikel 8 te schrappen en het overige als volgt te lezen :

"<u>Artikel ...</u>

De Minister onder wiens gezag de in categorie A van de wet van 16 maart 1954 voorkomende instelling van openbaar nut staat, of het beheersorgaan van de andere instellingen van openbaar nut waarvan het personeel aan dit besluit onderworpen is :

1° oefent de bevoegdheden uit ...

2° wijst de geneeskundige dienst aan die de bevoegdheden moet uitoefenen van ...

Die geneeskundige dienst ...".

*

* *

.../...

Artikel 9 bepaalt :

"De instellingen van openbaar nut op welker personeelsleden dit besluit toepasselijk is of toepasselijk wordt verklaard, worden voor de toepassing ervan bij de besturen, diensten en inrichtingen gevoegd welke in de artikelen 15, 16 en 17 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 zijn bedoeld".

Bij dit artikel zijn de volgende opmerkingen te maken :

Op de artikelen 24 tot en met 31 (zie het hiervoren besproken artikel 7) na, zijn alle bepalingen van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 toepasselijk verklaard op de leden van het personeel die onder het ontwerp vallen. Uit de verwijzing in de artikelen 15 tot 17 van dat besluit naar artikel 1 van hetzelfde besluit volgt dat de instellingen die genoemd zijn in het hiervoren voorgestelde artikel 1 van het ontwerp, moeten worden geacht te behoren tot de besturen, diensten en instellingen bedoeld in artikel 1 van het eerdervermelde koninklijk besluit van 24 januari 1969.

Artikel 9 kan dus vervallen.

*

* *

Voor artikel 11 stelt de Regering een nieuwe lezing voor :

"De Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, bepaalt, in ieder geval, de coëfficiënt met welke de jaarlijkse beloning van de getroffene wordt vermeningvuldigd om het bedrag van de rente vast te stellen wanneer het ongeval zich vóór 1 juli 1962 heeft voorgedaan".

Deze bepaling kan als overbodig vervallen, want zij staat reeds in het koninklijk besluit van 24 januari 1969 (artikel 14) dat krachtens artikel 7 van toepassing is op het personeel van de in het ontwerp bedoelde instellingen.

Hetzelfde geldt voor de bepaling van artikel 12, die ook in dat koninklijk besluit voorkomt.

*

* *

De artikelen 13, 14 en 15 kunnen tot één bepaling worden verwerkt :

"§ 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen (16 tot 18) komen ten laste van en worden betaald door de instelling :

1° ... (zoals in artikel 13 van het ontwerp)...;

2° ... ;

3° ... ;

4° ... .

§ 2. Wanneer de getroffene echter overeenkomstig de wet van ... betaald door toedoen van het Bestuur der pensioenen van het Ministerie van Financiën (zoals in het ontwerp, artikel 15)".

*

Bij de artikelen 19 en 20 zij opgemerkt, dat artikel 117, 5°, dient te worden opgeheven : alle instellingen genoemd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 14 februari 1961 zijn immers aan de wet van 3 juli 1967 onderworpen krachtens artikel 2, zoals dit door de Minister is geamendeerd.

*

* *

De artikelen moeten worden vernummerd overeenkomstig de hiervoren gemaakte opmerkingen en overeenkomstig de Regeringsamendementen waarin wordt voorgesteld bepaalde artikelen te schrappen.

La chambre était composée de

Messieurs : G.VAN BUNNEN conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J.MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G.CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : F.RIGAUX, assesseurs de la section
de Heren : de législation,
M.VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling
wetgeving,

M.JACQUEMIJN, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.E.DEBRA, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.E.DEBRA, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) M.JACQUEMIJN. (s.) G.VAN BUNNEN.